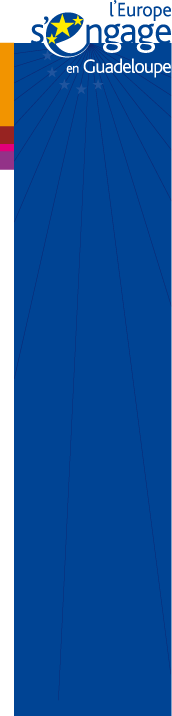
 bn

|  |
| --- |
| Règlement de consultation |
| Marché de service |
| **Relatif à la préparation et à l’élaboration des documents du programme opérationnel Etat FSE+ 2021-2027 mis en œuvre sur l’archipel guadeloupéen et de Saint-Martin**  **Pouvoir adjudicateur :** Préfecture de la région Guadeloupe |

**Date et heure limites de réception des offres :**

**14/08/2020 à 12:00**

(heure locale Guadeloupe)

**Sommaire**

[**Article 1 – Contractants 3**](#_Toc23234703)

[**Article 2 – Objet et forme du marché 3**](#_Toc23234704)

[**Article 3 – Dossier de consultation des entreprises (DCE) 3**](#_Toc23234705)

[**Article 4 - Propositions des candidats 4**](#_Toc23234706)

[**Article 5 : Langue et unité monétaire 5**](#_Toc23234707)

[**Article 6 : Modalités de remise des propositions 5**](#_Toc23234708)

[**Article 7 :Critères de jugement des offres 5**](#_Toc23234709)

[**Article 8 : Résiliation du marché 6**](#_Toc23234710)

[**Article 9 : Renseignements complémentaires 6**](#_Toc23234711)

[**Article 10 : Procédure de recours 6**](#_Toc23234712)

#### Article 1 – Contractants

L’autorité contractante est Monsieur le Préfet de la Guadeloupe représenté par Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

La mission Europe du SGAR appuie le prestataire dans son exercice.

La mission Europe du SGAR et un Comité de pilotage (COPIL) réunissant les partenaires assurent le suivi des travaux.

Le COPIL a pour rôle de valider les différentes réalisations demandées au prestataire suivant le présent cahier des charges. Le prestataire prépare ces COPIL et en assure le secrétariat.

Le comité technique (COTECH) se réunira autant que de besoin, afin de discuter des points techniques liés à l'élaboration des documents du programme devant être soumis à la validation du COPIL. Le prestataire prépare ces COTECH et en assure le secrétariat.

#### Article 2 – Objet et forme du marché

Objet du marché

« Préparation et élaboration des documents du programme opérationnel Etat FSE+ 2021-2027 mis en œuvre sur l’archipel guadeloupéen et à Saint-Martin »

Procédure de passation

Marché passé sous la forme d’une procédure adaptée (Code de la commande publique, Article R.2123-1-1°)

Type de marché :

Marché de services - prestations intellectuelles

Classification CPV :

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

|  |  |
| --- | --- |
| Code principal | Description |
| 79311000-7 | Services d'études. |
| 79419000-4 | Services de conseil et d'évaluation. |

Dévolution/allotissement

Le marché est conclu avec une entreprise unique ou un groupement d’entreprises.

Durée du marché

Le marché débute à la date de sa notification à l’attributaire retenu.

Il prend fin à la validation des livrables commandés par le pouvoir adjudicateur.

Prix du marché :

Le marché est a prix forfaitaire et global.

#### Article 3 – Dossier de consultation des entreprises (DCE)

Les pièces constitutives du marché sont :

* Avis d'appel à la concurrence
* L’acte d’engagement (formulaire ATTRI1) et ses éventuelles annexes
* Le cahier des clauses particulières
* Le présent règlement de consultation
* La Décomposition du prix Global et Forfaitaire (DPGF)
* Le formulaire DC1 à jour au 01/04/2019
* Le formulaire DC2 à jour au 01/04/2019

Les formulaires et leurs notices explicatives sont disponibles sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesmarches-publics>

Le dossier de consultation est disponible sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur ainsi que sur les sites suivants :

- www.europe-guadeloupe.fr ;

- www.guadeloupe.dieccte.gouv.fr ;

- www.guadeloupe.pref.gouv.fr ;

- [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr/)

Le dépôt des offres devra être effectué sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (www.marchespublics.gouv.fr )

#### Article 4 - Propositions des candidats

Chaque candidat devra établir une note de présentation synthétique de son offre en termes clairs à l’attention des décideurs. Il devra également décrire précisément l’équipe qu’il s’engage à charger de la réalisation de l’étude (identité, CV, expérience, répartition des tâches)

Candidature

Le prestataire dans sa proposition doit fournir :

* Le contenu d’une lettre de candidature et d’habilitation du mandataire par ses cotraitants (imprimé DC1), dûment renseigné, datée, signée et comportant du cachet de l’entreprise.
* Le contenu d’une déclaration du candidat (imprimé DC2) dûment renseignée, datée, signée et comportant le cachet de l’entreprise.
* Une délégation de pouvoir autorisant la signature du marché dûment datée, signée et revêtue du cachet de l’entreprise.
* Un justificatif de l’inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, le cas échéant
* Attestation fiscale et sociale certifiant que le candidat a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
* Nom du responsable légal
* Autres informations que le bénéficiaire du marché souhaite faire connaître

Conformément à l’article R.2143-4 du CCP relatif aux marchés publics, le candidat peut également présenter sa candidature sous la forme d’un document unique de marché européen électronique (e-DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés aux articles R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du CCP. Il sera rédigé en langue française.

Les candidats qui opteront pour le e-DUME ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans ce document qu’ils disposent de l’aptitude et des capacités requises sans fournir d’informations particulières sur celle-ci. Ils devront également fournir à l’appui du e-DUME, les documents mentionnés précédemment.

Le formulaire e-DUME est téléchargeable à l'adresse suivante : https://dume.chorus-pro.gouv.fr

Offre

Le prestataire dans sa proposition doit fournir :

* L’acte d’engagement devra être dûment renseigné par la personne habilitée à contracter au nom de la société, et comporter le cachet de l’entreprise. Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence définie aux articles L2141-13 à L2141-14 du code de la commande publique. L’un des opérateurs économiques membre du groupement, désigné dans l’acte d’engagement comme mandataire, représente l’ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres vis-à-vis du groupement. L’acte d’engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l’ensemble des prestations que les membres du groupement s’engagent solidairement à réaliser.
* Si nécessaire, les frais de voyage et de séjour des consultants de la société sont chiffrés au niveau de la nature, du nombre de déplacement et des personnes concernées
* L’acte spécial de sous-traitance dûment renseigné, daté et signé, le cas échéant (DC4) ;
* La proposition technique : il s’agit d’une proposition de méthode de travail comprenant également le phasage par étapes méthodologiques (moyens d’investigation utilisés, indications sur les procédés et moyens d’exécution envisagés, note explicative sur la méthodologie, coût financier prévu pour chacune des phases…)
* Une proposition financière forfaitaire et détaillée de la prestation sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
* Un rétro-planning
* Une description des références en matière de prestations de ce type
* Une description des compétences
* Une description de l’équipe dédiée à la prestation (identité, CV, qualifications et compétence, expérience, répartition des tâches) ainsi qu’un organigramme de l’équipe
* Un relevé d’identité bancaire ou postal complet de l’entreprise candidate

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à modifier, même subsidiairement, et sous peine d'irrecevabilité de leur offre, les dispositions contenues dans les pièces du dossier de consultation (Acte d’engagement, CCP, DPGF, etc.) sauf les données à renseigner par eux.

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du CCP, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d’autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que cela ne modifie pas les caractéristiques substantielles de l’offre et qu’elles ne soient pas anormalement basses.

#### Article 5 : Langue et unité monétaire

Le marché et les offres des candidats seront entièrement rédigés en langue française.  
Le marché est à conclure dans l’unité monétaire Euro.

#### Article 6 : Modalités de remise des propositions

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : [http://www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr/).

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb, etc.) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT / UTC-4) America/Martinique.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

La transmission des plis par voie papier n'est pas autorisée.

**La date limite du dépôt est fixée au**

**14/08/2020 à 12h00 (heure locale du pouvoir adjudicateur)**

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Ouverture des plis

L’ouverture des plis n’est pas publique.

Les candidatures et les offres reçues hors délai sont éliminées

#### Article 7 : Critères de jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l’article L2152-7 du Code de la Commande Publique de juillet 2019.

L’attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète pourra être écartée si la pièce manquante est susceptible d’avoir une influence pour l’appréciation de l’offre.

Le choix du prestataire se fera sur la base des critères suivants :

* Valeur technique de l’offre (50%)

\* Méthodologie (30%)

\* Compréhension du contexte socio-économique (20%)

* Prix (20%)
* Respect du planning (15%)
* Qualité de l’équipe spécifiquement affectée à la mission (15%)

Le choix du prestataire s’effectue également sur la base de sa capacité à se rendre disponible sur le terrain et sur la qualité de l’approche participative qu’il met en œuvre. Il convient de ce fait que le prestataire décrive précisément, dans sa proposition technique, ce point méthodologique.

Après classement des offres, en fonction du nombre de points obtenus, l’offre ayant obtenue le maximum de points par lot est choisi, en application des critères énoncés dans les documents de consultations du présent marché.

#### Article 8 : Résiliation du marché

Résiliation du marché sans faute

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier à tout moment le présent marché pour tout motif d’intérêt général, sans faute préalable du titulaire (Article L2195-2 du code de la commande publique 2019).

Résiliation du marché pour faute

Le pouvoir adjudicateur peut, en cas de faute du titulaire dans l’exécution du marché, procéder à sa résiliation. Dans ce cas le titulaire n’aura droit à aucune indemnisation du fait de cette décision.

#### Article 9 : Renseignements complémentaires

Toute demande de précision(s) complémentaire(s) sur le cahier des charges devra se faire obligatoirement par courrier électronique à l’adresse suivante :

[celine.calabre@guadeloupe.pref.gouv.fr](mailto:celine.calabre@guadeloupe.pref.gouv.fr) avec copie à [julien.gerard@guadeloupe.pref.gouv.fr](mailto:julien.gerard@guadeloupe.pref.gouv.fr)

Conformément à l’article L2132-2 du nouveau Code de la Commande Publique de 2019 « Les communications et les échanges d'informations effectués dans le cadre de la procédure de passation d'un marché sont réalisés par voie électronique ».

Cette demande doit intervenir au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

#### Article 10 : Procédure de recours

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Instance chargée des procédures et recours :

Tribunal Administratif de la Guadeloupe

Rue Victor Hugues

97100 Basse-Terre

Téléphone : 0590 81 45 38

Télécopie : 0590 81 96 70

Courrier électronique : [greffe.ta-basse-terre@juradm.fr](mailto:greffe.ta-basse-terre@juradm.fr)

Adresse Internet (URL) : [http://guadeloupe.tribunal-administratif.fr](http://guadeloupe.tribunal-administratif.fr/)